

«Le Hainaut peut être fier de son histoire»

«Pour que la Belgique tousse, il faut que le Hainaut ou Liège éternuent !» Anne-Emmanuelle Bourgaux a le sens de la formule ! Constitutionnaliste, la Bruxelloise enseigne à l'École de Droit de l'UMons-ULB par choix : elle est Hainuyère d'adoption. Dans ses cours, notamment, celui d'histoire du Droit, Anne-Emmanuelle Bourgaux transmet à ses étudiants la fierté d'être Hainuyers...

L'École de Droit de l'UMons a fêté ses vingt ans en 2024 avec un nombre d'étudiants en bachelier croissant et la perspective du master en 2026. Une formation qu'Anne-Emmanuelle Bourgaux défend avec ferveur parce qu'elle «met à disposition des Hainuyers un cursus en droit solide» et explore des formules pédagogiques innovantes. Cette filière souvent élitiste est ici accessible. Pour notre interlocutrice, cette démocratisation du droit passe aussi par la fierté d'appartenir au Hainaut.

Made in Hainaut : Peut-on raisonnablement être fiers d'être Hainuyers ?

Anne-Emmanuelle Bourgaux : Liège comme le Hainaut ont été très marquées socialement et industriellement. C'est difficile de se remettre d'un tissu industriel totalement détruit. Malgré ce tsunami social et économique, la Province de Hainaut a gardé la tête haute même si elle souffre toujours d'une image difficile. Les Liégeois ont une autre manière d'être fiers d'eux, fort inspirée du chauvinisme français. Entre les deux, on peut simplement être fier de son histoire. L'histoire évite les risques de myopie, permet de se connaître soi-même et d'être fiers de qui on est.

MIH : C'est le message que vous faites passer aux étudiants ?

A-E. B. : Nous avons une histoire géniale mais méconnue. Pendant trois ans, j'ai incité mes étudiants à travailler sur *Game of Thrones version Hainaut* : ils ont découvert des personnalités aussi passionnantes que celles de la série américaine. Tous les grands progrès de la Belgique sont arrivés d'ici ou de Liège : pour que la Belgique tousse, il faut que le Hainaut ou Liège éternuent. Le rôle social, économique et politique du Hainaut est central mais cette histoire récente s'est mal terminée. Les jeunes générations ne connaissent qu'elle et pour se construire, ce n'est pas positif.

On est face à une forme d'amnésie historique. Le Hainaut porte pourtant les traces de ce passé flamboyant qui nous inscrit dans la grande histoire européenne, mondiale. Quand nos étudiants arrivent à Bruxelles, ils sont forts de l'histoire du 20^e siècle et de l'histoire antérieure.

MIH : Cette histoire, c'est aussi celle de l'institution provinciale, venue panser les plaies sociales en matière d'enseignement, d'action sociale...

A-E.B. : Pour un territoire, c'est un traumatisme d'avoir été tellement

puissant économiquement et de ne plus l'être. Le patrimoine en témoignage. Les populations portent une forme de traumatisme et l'éducation est le moyen privilégié pour le Hainaut de rebondir. Ce n'est pas un hasard que la Province de Hainaut propose une telle offre d'enseignement. Les outils publics qu'elle met en œuvre pansent les blessures du passé. Il ne faudrait pas qu'à l'occasion de réformes, on casse l'outil. Il l'a déjà été une première fois.

MIH : Vous parlez pour la Province de Hainaut de compétences généreuses, que voulez-vous dire ?

A-E.B. : Il y a de grandes similitudes entre les Provinces et la Fédération Wallonie-Bruxelles ; elles s'occupent de compétences essentielles mais coûteuses, «bankables» en termes de principes, de valeurs, de démocratie mais qui ne rapportent pas d'argent. Elles sont critiquées parce que peu visibles. La Fédération n'a pas d'élection directe, on ne sait pas qui y siège et les Provinces sont coincées entre les Communes et la Région. Le scrutin provincial passe toujours après.

On est face à un manque de visibilité et d'accessibilité démocratique. C'est normal que ces insti-